

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTI/W/68  
30 novembre 1998

(98-4798)

Groupe de travail des liens entre  
commerce et investissement

Original: espagnol

## COMMUNICATION DU COSTA RICA

La Mission permanente du Costa Rica a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 novembre 1998, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

Le gouvernement costa-ricien communique au Groupe de travail des liens entre commerce et investissement le document ci-après, par lequel il entend contribuer au débat relatif au Point IV de la "Liste des questions proposées pour examen".

### Traitement des investissements et des investisseurs: Traitement national et traitement de la nation la plus favorisée

Le régime juridique applicable à l'investissement et aux investisseurs dans le pays d'accueil est l'un des éléments fondamentaux des accords relatifs à l'investissement, qu'il s'agisse d'accords bilatéraux sur l'investissement ou d'accords commerciaux d'intégration comportant un chapitre sur l'investissement. En règle générale, les principes du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée sont inclus dans ces accords.

#### A. PRINCIPE DU TRAITEMENT NATIONAL

Le principe du traitement national vise à éviter le traitement discriminatoire. En l'occurrence, le pays d'accueil accorde aux investissements et, bien souvent, aux investisseurs d'un autre État partie, un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde aux investissements de ses ressortissants et à ses investisseurs.

Il convient de déterminer si le traitement national est assuré tant à l'investissement qu'à l'investisseur. Cela signifie qu'il faut préciser si le pays d'accueil s'engage à accorder le traitement national aussi bien à l'investisseur qui n'a pas encore investi mais entend le faire, qu'à l'investissement déjà réalisé sur son territoire.

Les accords sur l'investissement qui garantissent le traitement national à toutes les étapes de l'investissement, c'est-à-dire lors de l'étape antérieure comme de l'étape postérieure à la réalisation, comprennent généralement une liste de réserves spécifiques en annexe. Habituellement, cette liste se présente sous la forme d'une "liste négative", par laquelle le pays s'engage à accorder le traitement national lors de toutes les étapes de l'investissement et en ce qui concerne l'ensemble de la législation, des réglementations et des secteurs, exception faite des réserves figurant expressément dans la liste. De même, d'ordinaire, ces accords contiennent un engagement de *statu quo* au sujet de la législation et des réglementations existantes et interdisent l'adoption de textes législatifs ou réglementaires contrevenant au principe du traitement national.

Dans le cadre de l'Accord de libre-échange entre le Costa Rica et le Mexique, lequel contient un chapitre sur l'investissement, les parties se sont engagées à accorder le traitement national non seulement à l'investissement déjà réalisé sur leur territoire mais aussi à l'investisseur potentiel. Ce dernier s'entend de toute personne qui, étant en passe d'engager des capitaux importants, accomplit des actes juridiques visant à concrétiser l'investissement. Sans préjudice de ce qui précède, l'investisseur potentiel n'est pas habilité à recourir à la procédure de règlement des différends prévue dans le chapitre sur l'investissement, selon laquelle les investisseurs peuvent soumettre à un arbitrage international leur plainte contre le pays d'accueil. D'autre part, le Costa Rica et le Mexique se sont engagés à maintenir le *statu quo* à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995, date d'entrée en vigueur de l'Accord. Enfin, ils se sont engagés à élaborer, selon l'approche de la "liste négative", une liste de mesures non conformes aux principes fondamentaux énoncés dans le chapitre.

#### B. PRINCIPE DU TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

Comme le principe du traitement national, le principe du traitement de la nation la plus favorisée est un élément fondamental de tout accord en matière d'investissement. En vertu de ce principe, un État partie est tenu d'accorder aux investissements et, éventuellement, aux investisseurs des autres parties un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde aux investissements et aux investisseurs d'un pays tiers.

Les États parties à un accord sur l'investissement peuvent s'engager à maintenir le *statu quo* et établir une liste de réserves spécifiques comprenant les mesures ou réglementations non conformes au traitement de la nation la plus favorisée. Les exceptions les plus fréquentes à ce traitement qui figurent dans les accords sur l'investissement consistent:

- a) à exclure du traitement de la nation la plus favorisée les privilèges qu'une des parties en tant que membre d'une zone de libre-échange ou d'une union douanière ou signataire d'un accord régional a accordés aux investisseurs de pays tiers; et
- b) à exclure de ce traitement les préférences découlant d'un accord sur la fiscalité conclu par certains pays.

Dans le cadre de l'Accord de libre-échange entre le Costa Rica et le Mexique, les parties se sont engagées à accorder le traitement de la nation la plus favorisée aussi bien pendant l'étape qui précède la réalisation de l'investissement que pendant l'étape qui la suit, c'est-à-dire une fois que l'investissement est réalisé. Elles sont également convenues d'exclure dudit traitement les privilèges ou avantages qu'elles auraient pu accorder aux investissements et aux investisseurs d'un pays tiers en application d'accords bilatéraux sur l'investissement, d'accords de libre-échange ou d'accords portant création d'une union douanière, d'un marché commun ou d'autres groupements d'intégration économique similaires.

---